

BUREAU DU 26 SEPTEMBRE 2014

Centre des Expositions à 10h30

COMPTE RENDU SOMMAIRE

Le Bureau de Nantes Métropole, dûment convoqué le 19 septembre 2014 a délibéré sur les questions suivantes :

Présidente de séance : Mme Johanna ROLLAND, Présidente de Nantes Métropole

Secrétaire de séance : M. Pascal BOLO

Points 01 à 16 (10h44 à 11h32)

Présents : 41

M. ALIX Jean-Guy, M. ALLARD Gérard, M. BOLO Pascal, M. BUQUEN Eric, M. BUREAU Jocelyn, Mme CARDIN Céline, Mme CHEVALLEREAU Claudine, Mme CHIRON Pascale, Mme COPPEY Mahel, M. COUTURIER Christian, Mme DANIEL Karine, M. DAVID Serge, Mme DUBETTIER-GRENIER Véronique, M. DUCLOS Dominique, Mme DUPORT-FLEURIMONT Sandrine, M. FOUGERAT Jean-Pierre, M. GARREAU Jacques, Mme GESSANT Marie-Cécile, M. GILLAIZEAU Jacques, Mme GRESSUS Michèle, M. GUERRIAU Joël, M. HAY Pierre, Mme LAERNOES Julie, Mme LE BERRE Dominique, Mme LE STER Michèle, Mme LEFRANC Elisabeth, M. LEMASSON Jean-Claude, Mme MAISONNEUVE Monique, M. MORIVAL Benjamin, Mme NAEL Myriam, Mme NEDELEC Marie-Hélène, M. NICOLAS Gilles, Mme PERNOT Mireille, M. PRAS Pascal, Mme PREVOT Charlotte, M. ROBERT Alain, Mme ROLLAND Johanna, M. ROUSSEL Fabrice, Mme SOTTER Jeanne, M. VEY Alain, M. VOUZELLAUD François

Absents et représentés : 6

M. AFFILE Bertrand (pouvoir à M. BUREAU Jocelyn), M. AMAILLAND Rodolphe (pouvoir à Mme LE STER Michèle), Mme BESLIER Laure (pouvoir à M. PRAS Pascal), M. MOUNIER Serge (pouvoir à Mme DUBETTIER-GRENIER Véronique), M. PARPAILLON Joseph (pouvoir à Mme MAISONNEUVE Monique), M. RIOUX Philippe (pouvoir à M. GUERRIAU Joël)

Absent : 0

Points 17 et 18 (11h32 à 11h43)

Présents : 40, Absents et représentés : 6 , Absent : 1

Départ de Mme DANIEL Karine

Points 19 à 28 (11h43 à 11h46)

Présents : 39, Absents et représentés : 6, Absents : 2

Départ de M. FOUGERAT Jean-Pierre

01 – LOGEMENT SOCIAL - CONVENTIONS DE FINANCEMENT

EXPOSE

Par délibération en date du 6 avril 2012, le Conseil Communautaire de Nantes Métropole a approuvé le principe de gérer l'ensemble des crédits délégués des aides à la pierre pour le compte de l'Etat tant pour le parc locatif social que pour le parc privé.

La délégation amène ainsi la Présidente de Nantes Métropole à exercer au nom de l'Etat et de l'ANAH un certain nombre de responsabilités : agrément des opérations de logement social et signature des conventions APL qui en découlent, notification de l'attribution des aides financières aux bénéficiaires, possibilité de modulation des conditions d'octroi des aides de l'Etat dans les limites fixées par décret en Conseil d'Etat.

Nantes Métropole a par ailleurs adopté en juin 2004 ses propres modalités d'interventions financières en matière d'habitat, applicables à compter de la programmation 2004.

C'est dans ce cadre qu'il vous est proposé d'attribuer des aides aux opérations suivantes :

A - OPERATION DE CONSTRUCTION - CONVENTION DE FINANCEMENT AVEC LA SAMO – Carquefou – Construction « La Fleuriaye 2 »

La SAMO envisage la construction de 68 logements sociaux dans le cadre de l'opération « La Fleuriaye 2 » située ZAC de la Fleuriaye 2 sur la commune de Carquefou.

Il est proposé d'accorder à cette opération l'agrément pour 45 PLUS et 23 PLA I au titre de la programmation 2014 et les montants de subventions suivants :

Au titre des crédits délégués de l'Etat, il est proposé d'accorder une subvention d'un montant global de 135 000 €, à savoir :

- une subvention de base de 700 € par logement PLUS,
- une subvention de base de 4 500 € par logement PLAI,

De plus, dans le cadre du partenariat mis en place entre l'Etat et l'Union des Entreprises et des Salariés pour le Logement (UESL) - Action Logement, pour soutenir la production de logements sociaux dans les zones tendues, une subvention spécifique dite de « surcharge foncière », au titre des aides déléguées de l'Etat, a été fixée à 700 € par logement familial et donne lieu à une subvention équivalente de la part de l'UESL-Action Logement.

Pour cette opération, la subvention de l'Etat dite de surcharge foncière est fixée à 47 600 €.

Le montant total de la participation de Nantes Métropole au titre des crédits délégués de l'Etat pour cette opération s'élève donc à la somme de 182 600 €.

Au titre de la politique de Nantes Métropole, il est proposé d'accorder une subvention d'un montant de 418 000 € net de taxes, conformément à la convention jointe à la présente délibération.

Les crédits correspondants sont prévus sur l'AP002 libellée « Habitat et Logement social » opération 2014 n° 507 libellée « Construction logement social neuf hors ANRU » ;

Les crédits correspondants sont prévus sur l'AP002 libellée « Habitat et Logement social » opération 2014 n° 2708 libellée « Aide à la pierre délégation de l'Etat ».

B - OPERATION DE CONSTRUCTION - CONVENTION DE FINANCEMENT AVEC LA NANTAISE D'HABITATIONS –La Chapelle-Sur-Erdre – Construction « ZAC des Perrières – Ilot 7 »

La Nantaise d'Habitations envisage la construction de 24 logements sociaux dans le cadre de l'opération « ZAC des Perrières – Ilot 7 » située ZAC des Perrières sur la commune de La Chapelle-sur-Erdre.

Il est proposé d'accorder à cette opération l'agrément pour 15 PLUS et 9 PLA I au titre de la programmation 2014 et les montants de subventions suivants :

Au titre des crédits délégués de l'Etat, il est proposé d'accorder une subvention d'un montant global de 51 000 €, à savoir :

- une subvention de base de 700 € par logement PLUS,
- une subvention de base de 4 500 € par logement PLAI,

De plus, dans le cadre du partenariat mis en place entre l'Etat et l'Union des Entreprises et des Salariés pour le Logement (UESL) - Action Logement, pour soutenir la production de logements sociaux dans les zones tendues, une subvention spécifique dite de « surcharge foncière », au titre des aides déléguées de l'Etat, a été fixée à 700 € par logement familial et donne lieu à une subvention équivalente de la part de l'UESL-Action Logement.

Pour cette opération, la subvention de l'Etat dite de surcharge foncière est fixée à 16 800 €.

Le montant total de la participation de Nantes Métropole au titre des crédits délégués de l'Etat pour cette opération s'élève donc à la somme de 67 800 €.

Au titre de la politique de Nantes Métropole, il est proposé d'accorder une subvention d'un montant de 147 000 € net de taxes, conformément à la convention jointe à la présente délibération.

Les crédits correspondants sont prévus sur l'AP002 libellée « Habitat et Logement social » opération 2014 n° 507 libellée « Construction logement social neuf hors ANRU » ;

Les crédits correspondants sont prévus sur l'AP002 libellée « Habitat et Logement social » opération 2014 n° 2708 libellée « Aide à la pierre délégitation de l'Etat ».

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Approuve les conventions de versement des subventions d'équipement par Nantes Métropole aux différents bailleurs sociaux pour les opérations suivantes :
 - La SAMO pour « La Fleuriaye 2 » : un montant de 182 600 € concernant les crédits délégués d'Etat et pour un montant de 418 000 € concernant la politique de Nantes Métropole, et approuve les agréments de 45 logements en PLUS et 23 logements en PLA I au titre de la programmation 2014 ;
 - La Nantaise d'Habitations pour « ZAC des Perrières – Ilot 7 » : un montant de 67 800 € concernant les crédits délégués d'Etat et pour un montant de 147 000 € concernant la politique de Nantes Métropole, et approuve les agréments de 15 logements en PLUS et 9 logements en PLA I au titre de la programmation 2014 ;
2. Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-présidente déléguée à signer les conventions jointes à la présente délibération et à accomplir toutes les formalités nécessaires à leur exécution.

02 – NANTES - GRAND PROJET DE VILLE LE NOUVEAU MALAKOFF – AMENAGEMENT DES ESPACES PUBLICS DE MALAKOFF AVAL (2EME PHASE) – APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIERE

EXPOSE

Dans le cadre du Grand Projet de Ville du Nouveau Malakoff, Nantes Métropole poursuit l'aménagement des espaces publics du quartier de Malakoff, au sein du secteur dit « Malakoff aval », à Nantes.

Les espaces publics de Malakoff aval ont fait l'objet d'une première phase de travaux mise en œuvre entre mai 2012 et février 2014. Cette première phase a consisté à requalifier les abords de l'école Bergson, de la maison de quartier des Haubans, des tours 1 et 3 de Luxembourg, en créant notamment deux aires de jeux, un parking et une nouvelle voie (la rue de Madrid) reliant le boulevard de Berlin au boulevard de Sarrebruck afin d'améliorer l'organisation et la desserte du quartier.

Il convient désormais d'approuver le programme et les études correspondantes confiées à l'Atelier Ruelle ainsi que l'enveloppe financière de l'opération portant sur le secteur de 14 500 m² comprenant l'ancien boulevard de l'Europe, partiellement désaffecté, ainsi que ses abords.

Le programme a pour objet d'optimiser l'aire de stationnement sur l'ancienne emprise du boulevard de l'Europe portant sa capacité de 210 à 270 places, d'améliorer la desserte nord du linéaire de Tchecoslovaquie, d'accompagner les résidentialisations au pied du linéaire de Tchecoslovaquie et de la tour de Madrid, de créer un jardin et enfin de constituer un îlot constructible à vocation tertiaire à l'angle du bd de Sarrebruck et de la rue de Madrid.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à 2 383 796,60 € HT soit 2 860 556 € TTC (valeur mars 2014).

Les crédits correspondants sont prévus à l'AP 034 Espaces Publics GPV – Opération 2014 – 673 « GPV Aménagement de l'Espace public - Malakoff aval 2^{ème} phase ».

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Approuve le programme de l'opération portant sur l'aménagement des espaces publics de Malakoff (2^{ème} phase du secteur dit Malakoff aval) à Nantes ;
2. Fixe l'enveloppe financière prévisionnelle de cette opération à 2 383 796,60 € HT soit 2 860 556 € TTC ;
3. Sollicite une subvention auprès de l'ANRU ;
4. Autorise Mme la Présidente ou Mme la vice-présidente déléguée à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

03 – REZE - AMENAGEMENT DU BOULEVARD ARAGON ET DE LA RUE JEAN FRAIX - LANCEMENT D'UNE PROCEDURE ADAPTEE

EXPOSE

Par délibération du 29 novembre 2013 le bureau communautaire a approuvé le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération d'aménagement du boulevard Aragon et de la rue Jean Fraix situées sur la commune de Rezé pour un montant de 400 000 € TTC.

Cet aménagement vise à améliorer la sécurité routière par l'élargissement des trottoirs, la création d'une écluse routière, la création d'une liaison nouvelle au carrefour Aragon / Fraix et la réalisation d'une plateforme de stationnement.

La démolition préalable de deux maisons boulevard Aragon a fait l'objet d'une procédure de consultation spécifique et le titulaire a été désigné dans le cadre des délégations du conseil au Président.

La maîtrise d'œuvre des aménagements de voirie boulevard Aragon et rue Jean Fraix est assurée par les services de Nantes Métropole qui ont élaboré le projet.

Il convient de lancer la consultation pour la réalisation des travaux.

La nature homogène des travaux justifie le recours à un marché global dont le montant est estimé à 147 366,67 € HT soit 176 840 € TTC.

Conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux.

Les crédits correspondants sont prévus au budget, sur l'AP n°035 libellée «Espaces publics - Autres quartiers de la politique de la ville», opération n°2013-2730, libellée «Rezé - Pont Rousseau», ainsi que sur l'AP n°036 libellée «Nouveaux aménagements de voirie», opération n°2013-3239, libellée «Nouveaux aménagements de voirie pôle Loire, Sèvre et Vignoble».

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Autorise le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation des travaux de l'opération d'aménagement du boulevard Aragon et de la rue Jean Fraix sur la commune de Rezé.
2. Autorise Mme la Présidente ou Mme la Vice-présidente déléguée à exercer les missions confiées par le Code des Marchés Publics au pouvoir adjudicateur, notamment attribuer, signer le marché et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération

04 – ESPACES PUBLICS – VOIRIE – PROGRAMMES ENVELOPPES FINANCIERES – LANCEMENT PROCEDURE ADAPTEE – SIGNATURE DE MARCHES

EXPOSE

Pôle Erdre et Loire

1 – CARQUEFOU – AMENAGEMENT DES ESPACES PUBLICS EN ACCOMPAGNEMENT DU FUTUR LYCEE – APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE

La région des Pays de la Loire ouvrira en septembre 2017 le futur lycée du quadrant nord-est de l'agglomération nantaise sur le site de la plaine de jeux de la Mainguais à Carquefou.

Afin d'accompagner l'ouverture de cet équipement, il convient d'aménager les espaces publics limitrophes et notamment de réaliser un parking d'environ 90 places permettant de desservir le lycée et les autres équipements sportifs du site.

Les aménagements comprennent également des interventions ponctuelles sur l'espace public pour sécuriser les cheminements doux depuis les arrêts de transports en commun les plus proches et l'accès de service du lycée.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à 1 241 666,67 € HT soit 1 490 000 € TTC (valeur septembre 2014).

Pour la réalisation de cette opération, il est nécessaire de recourir aux prestations d'un maître d'œuvre externe, qui compte tenu du montant estimé de ses honoraires, sera désigné dans le cadre des délégations du Conseil à la Présidente.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n° 036 « Nouveaux aménagements de voirie » Opération n°2014/3490, libellé «Aménagement accueil du lycée à Carquefou ».

Pôle Loire Chézine

2 – SAINT HERBLAIN – RUE DU DANUBE – TRAVAUX D'ACCOMPAGNEMENT DE L'OPERATION D'AMENAGEMENT BAGATELLE – ATTRIBUTION ET SIGNATURE DES MARCHES

Le bureau communautaire du 29 novembre 2013 a approuvé le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération Rue du Danube – Travaux d'accompagnement de l'opération d'aménagement Bagatelle à Saint-Herblain pour un montant de 1 728 273 € TTC.

Le maître d'œuvre de l'opération, la société CERAMIDE a remis son projet comprenant 3 lots distincts.

Conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, une procédure adaptée a été lancée en vue de la passation des marchés de travaux. Au regard de l'analyse des offres qui lui a été présentée le 28 août 2014, la Commission d'Appel d'Offres a émis un avis favorable pour l'attribution des marchés suivants :

Lots	Société	Montant marchés € HT	Montant marchés € TTC
Lot 1- Terrassement - voirie - assainissement	EIFFAGE TP	629 385,99	755 263,18
Lot 2-Réseaux souples	BOUYGUES ENERGIES SERVICES	84 485,42	101 382,50
Lot 3- Aménagements paysagers	JAULIN	85 489,65	102 587,58

Il vous est proposé d'attribuer et d'autoriser la signature des marchés avec ces entreprises.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°36 et libellé Nouveaux Aménagements de voirie, opération 2011 – n°3311, libellé Rue du Danube - Travaux d'accompagnement de l'opération d'aménagement Bagatelle à Saint-Herblain.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Approuve le programme de l'opération « Aménagement des espaces publics en accompagnement du futur lycée » sur la commune de Carquefou.
2. Fixe l'enveloppe financière prévisionnelle de cette opération à 1 241 666,67 € HT soit 1 490 000 € TTC.
3. Décide d'attribuer et d'autoriser la signature des marchés suivants relatifs à la réalisation des travaux d'accompagnement de l'opération d'aménagement Bagatelle, rue du Danube à Saint-Herblain :

Lots	Sociétés	Montant marchés € HT	Montant marchés € TTC
Lot 1- Terrassement - voirie - assainissement	EIFFAGE TP	629 385,99	755 263,18
Lot 2-Réseaux souples	BOUYGUES ENERGIES SERVICES	84 485,42	101 382,50
Lot 3- Aménagements paysagers	JAULIN	85 489,65	102 587,58

4. Autorise Madame la Présidente ou M. le vice-président délégué à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

05 – LES SORINIÈRES – RUE DES ARRENTÉS – MISE EN ŒUVRE D’UNE PROCÉDURE D’EXPROPRIATION – DEMANDE D’OUVERTURE D’ENQUÊTES CONJOINTES D’UTILITÉ PUBLIQUE ET PARCELLAIRE

EXPOSE

Nantes Métropole a réalisé en 2012 des travaux pour accompagner l’arrivée du Chronobus (ligne C4) et privilégier les modes de transports alternatifs à la voiture. Des acquisitions ont été menées à l’amiable pour acquérir les emprises nécessaires à la réalisation du projet.

Toutes ces négociations et acquisitions foncières, à l’exception d’une seule, ont été engagées avec succès auprès des riverains. En effet, aucun accord amiable n’a pu aboutir avec le propriétaire de la parcelle AS n°79p, située rue des Arrentés aux Sorinières, ce qui a pour conséquence d’empêcher la réalisation des travaux d’amélioration des conditions de cheminement des piétons sur une vingtaine de mètres et impacte plus globalement l’image de ce projet structurant.

Afin de finaliser l’aménagement de voirie envisagé rue des Arrentés aux Sorinières, et le rendre conforme à la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l’égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et le décret n°2006-1657 du 21 décembre 2006 relatif à l’accessibilité de la voirie et des espaces publics, il est donc nécessaire d’acquérir la dernière emprise de terrain d’environ 6 m², cadastrée AS n°79p, sise rue des Arrentés aux Sorinières.

Pour ces motifs, il convient de solliciter auprès de Monsieur le Préfet de Loire-Atlantique, l’ouverture d’enquêtes conjointes d’utilité publique et parcellaire.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L’UNANIMITE,

1. Approuve les dossiers d’enquêtes publiques conjointes, préalables à la déclaration d’utilité publique et parcellaire du projet d’aménagement, rue des Arrentés aux Sorinières,
2. Sollicite de Monsieur le Préfet l’ouverture d’enquêtes conjointes d’utilité publique et parcellaire,
3. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-président délégué à prendre les mesures nécessaires à l’exécution de la présente délibération.

Direction Action Foncière

06 – RESERVES FONCIERES

EXPOSE

1) LA CHAPELLE SUR ERDRE – PROGRAMME D’ACTION FONCIERE HABITAT – 4 BIS RUE MENDES FRANCE - ACQUISITION D’UN IMMEUBLE BATI AUPRES DE MONSIEUR JAGOURY

Dans le cadre de la politique foncière de Nantes Métropole, il convient de procéder à l’acquisition d’un immeuble bâti cadastré section AN n°s 23, 25, 448 et 451, d’une superficie de 1 422 m² situé sur la commune de la Chapelle sur Erdre, 4 bis rue Mendès France, auprès de Monsieur JAGOURY.

Cet immeuble est inscrit en zone UA du Plan Local d’Urbanisme approuvé par le Conseil communautaire le 26 octobre 2007.

Il est également situé dans le périmètre de l'orientation d'aménagement Martin Luther King, dont le programme prévoit l'implantation d'habitat diversifié par la création de 5 700 m² minimum de surface de plancher dont 35 % de logements locatifs sociaux et 15 % de logements abordables, en privilégiant une implantation de commerces et/ou services en rez-de-chaussée le long de la rue Martin Luther King.

Cette acquisition est nécessaire pour répondre aux besoins de production de logements dans le cadre du programme local de l'habitat sur la commune de la Chapelle sur Erdre, principalement pour les opérations au-delà du programme local de l'habitat 2010-2016. L'acquisition se faisant dans le cadre du Programme d'Action Foncière en faveur de l'habitat, la mise en réserve de cet immeuble est de 10 ans maximum.

Un accord est intervenu avec les propriétaires de ce bien moyennant le prix total de 480 000 € net de taxe.

Les services de France Domaine ont donné un avis favorable sur le montant de cette acquisition.

Les frais d'acte notarié sont à la charge de Nantes Métropole, acquéreur.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°001 et libellé *Urbanisme et Politique Foncière*, opération 2014 - N°3098, libellé *Reserves Foncières PAF Habitat*.

2) NANTES – RESERVE FONCIERE HABITAT – 6 ROUTE DE RENNES - ACQUISITION D'UN IMMEUBLE BATI AUPRES DE LA SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE FFG

Dans le cadre de la politique foncière de Nantes Métropole, il convient de procéder à l'acquisition d'un immeuble bâti, cadastré section OT n° 153 d'une superficie de 90 m² sur la commune de NANTES, 6 route de Rennes auprès de la société civile immobilière FFG.

Cet immeuble est inscrit en zone UB du Plan Local d'Urbanisme approuvé par le Conseil communautaire le 9 mars 2007.

Il est également situé dans le périmètre d'études du projet de renouvellement urbain sur les communes de Nantes et Orvault sur le secteur de la route de Rennes, approuvé par délibération du Conseil communautaire du 10 février 2012.

Cette acquisition est nécessaire pour permettre le renouvellement urbain du secteur du Pont du Cens, dont l'objectif permettra à terme de modifier les contraintes actuelles de l'espace public par l'élargissement de la route de Rennes, ainsi que l'ouverture du quartier sur la vallée du Cens.

Un accord est intervenu avec la propriétaire de ce bien moyennant le prix de 190 000 € net de taxe.

Les services de France Domaine ont donné un avis favorable sur le montant de cette acquisition.

La régularisation de la vente est différée à mai 2015.

Les frais d'acte notarié sont à la charge de Nantes Métropole, acquéreur.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°001 et libellé *Urbanisme et Politique Foncière*, opération 2014- n°3097, libellé *réserves foncières métropolitaines*.

3) NANTES – RESERVE FONCIERE HABITAT – 26 CHEMIN DE LA PAPOTIERE ET CHEMIN DES PETITES RUES - ACQUISITION D'UN IMMEUBLE BATI ET D'UN IMMEUBLE NON BATI AUPRES DES CONSORTS LOIRET

Dans le cadre de la politique foncière de Nantes Métropole, il convient de procéder à l'acquisition d'un immeuble bâti cadastré section BK n° 90 d'une superficie de 15 179 m² sis à Nantes, 26 rue de la Papotière et d'un immeuble non bâti cadastré section BK n° 45 d'une superficie de 4 535 m² sis à Nantes, Chemin des Petites Rues, auprès des Consorts LOIRET.

Ces immeubles sont inscrits en zone 2AU du Plan Local d'Urbanisme approuvé par le Conseil communautaire le 9 mars 2007.

Ces immeubles sont également situés dans le périmètre d'étude urbaine des Gohards, menée conjointement par Nantes Métropole et la Ville de Nantes, approuvé par délibération du Conseil communautaire en date du 20 juin 2011.

Le programme local de l'habitat 2010-2016 identifie le site des Gohards comme un potentiel foncier à exploiter. Cette opération prendra le relais de la zone d'aménagement concerté Bottière-Chesnaie dont l'achèvement est prévu à l'horizon 2016. Le potentiel de l'opération est évalué entre 1 200 et 1 500 logements. Ce projet constituera une extension urbaine greffée au Vieux-Doulon dans l'objectif de conforter la polarité urbaine existante en termes de commerces et d'équipements.

Un accord est intervenu avec les propriétaires de ces biens moyennant le prix arrondi de 552 000 € net de taxe, soit 28€/m² de terrain en zone 2AU du Plan Local d'Urbanisme.

Les services de France Domaine ont donné un avis favorable sur le montant de cette acquisition.

Les frais d'acte notarié sont à la charge de Nantes Métropole, acquéreur.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°001 et libellé *Urbanisme et Politique Foncière opération 2012 - N° 3097, libellé Réserves Foncières Métropolitaines.*

4) NANTES – RESERVE FONCIERE HABITAT – 20 BOULEVARD DE LA LOUETTERIE - ACQUISITION D'UN IMMEUBLE BATI AUPRES DES CONSORTS PAVIN

Dans le cadre de la politique foncière de Nantes Métropole, il convient de procéder à l'acquisition d'un immeuble bâti cadastré section AV n°370 d'une superficie de 7 061 m² situé sur la commune de Nantes, 20 boulevard de la Louetterie, auprès des Consorts PAVIN.

Cet immeuble est inscrit en zone 2AU du Plan Local d'Urbanisme approuvé par le Conseil communautaire le 9 mars 2007.

Cet immeuble est également situé dans le périmètre d'étude urbaine des Gohards, menée conjointement par Nantes Métropole et la Ville de Nantes, approuvé par délibération du Conseil communautaire en date du 20 juin 2011.

Le PLH 2010-2016 identifie le site des Gohards comme un potentiel foncier à exploiter. Cette opération prendra le relais de la zone d'aménagement concerté Bottière-Chesnaie dont l'achèvement est prévu à l'horizon 2016. Le potentiel de l'opération est évalué entre 1 200 et 1 500 logements. Ce projet constituera une extension urbaine greffée au Vieux-Doulon dans l'objectif de conforter la polarité urbaine existante en termes de commerces et d'équipements.

Un accord est intervenu avec les propriétaires de ce bien moyennant le prix de 220 000 € net de taxe.

Les services de France Domaine ont donné un avis favorable sur le montant de cette acquisition.

Les frais d'acte notarié sont à la charge de Nantes Métropole, acquéreur.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°001 et libellé *Urbanisme et Politique Foncière opération 2013 - N° 3097, libellé Réserves Foncières Métropolitaines.*

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Décide d'acquérir un immeuble bâti situé sur la commune de la Chapelle sur Erdre, 4 bis rue Mendès France, cadastré section AN n°s 23, 25, 448 et 451, d'une superficie de 1 422 m², appartenant à Monsieur JAGOURY pour un montant de QUATRE CENT QUATRE-VINGT MILLE EUROS (480 000 €) net de taxe, les frais d'acte notarié restant à la charge de l'acquéreur.
2. Décide d'acquérir un immeuble bâti situé sur la commune de Nantes, 6 route de Rennes, cadastré section OT n°153 d'une superficie de 90 m², appartenant à la société civile immobilière FFG pour un montant de CENT QUATRE-VINGT-DIX MILLE EUROS (190 000 €) net de taxe, les frais d'acte notarié restant à la charge de l'acquéreur.
3. Décide d'acquérir un immeuble bâti cadastré section BK n° 90 d'une superficie de 15 179 m² sis à Nantes, 26 rue de la Papotière et un immeuble non bâti cadastré section BK n° 45 d'une superficie de 4 535 m² sis à Nantes, Chemin des Petites Rues et appartenant aux consorts LOIRET pour un montant de CINQ CENT CINQUANTE DEUX MILLE EUROS (552 000 €) net de taxe arrondi, les frais d'acte notarié seront à la charge de l'acquéreur.
4. Décide d'acquérir un immeuble bâti situé sur la commune de Nantes, 20 boulevard de la Louetterie, cadastré AV n°370 d'une superficie de 7 061 m² et appartenant aux consorts PAVIN pour un montant de DEUX CENT VINGT MILLE EUROS (220 000 €) net de taxe, les frais d'acte notarié seront à la charge de l'acquéreur.
5. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le vice-président délégué, à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer les actes à intervenir, payer le prix et les frais afférents aux actes.

Direction des Opérateurs Publics de l'Eau et de l'Assainissement

07 - ORVAULT, NANTES – OPERATION DE RENOVATION DES EQUIPEMENTS HYDRAULIQUES ET ELECTRIQUES DE LA STATION D'EAU POTABLE DU BOSSIS ET DE RENOVATION DES EQUIPEMENTS ELECTRIQUES DE LA STATION D'EAU POTABLE DE LA GAUDINIÈRE - APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE – LANCEMENT D'UNE PROCEDURE ADAPTEE

EXPOSE

Les stations de surpression du Bossis et de la Gaudinière permettent respectivement d'alimenter en eau potable la commune d'Orvault et une partie de la commune de Nantes.

L'étude du Schéma Directeur de Sécurisation de l'Alimentation en Eau Potable de Nantes Métropole réalisée en 2012 a révélé la nécessité de mettre en œuvre une opération de restructuration de ces deux stations de surpression, se traduisant par les travaux suivants :

Station de surpression du Bossis à Orvault :

- Remplacement des électropompes
- Sécurisation de l'alimentation électrique
- Renouvellement des équipements hydrauliques
- Rénovation des armoires électriques et des automatismes

Station de suppression de la Gaudinière à Nantes :

- Remplacement des moteurs des pompes
- Sécurisation de l'alimentation électrique
- Rénovation des armoires électriques et des automatismes.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à 460 000 € HT soit 552 000 € TTC (valeur janvier 2015).

La maîtrise d'œuvre de cette opération est assurée par les services de Nantes Métropole qui ont élaboré le projet.

La consultation comprend 2 lots distincts.

Le montant des travaux est estimé à 450 000 € HT soit 540 000 € TTC pour l'ensemble des lots.

Conformément à l'article 146 du Code des Marchés Publics, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°044 EAU - libellé Production EAU, opération 2014 - N° 3003, libellé Travaux neufs et gros entretien de production – amélioration des stations.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Approuve le programme de l'opération de rénovation des équipements hydrauliques et électriques de la station d'eau potable du Bossis et de rénovation des équipements électriques de la station d'eau potable de la Gaudinière sur les communes d'Orvault et de Nantes.
2. Fixe l'enveloppe financière prévisionnelle de cette opération à 460 000 € HT soit 552 000 € TTC.
3. Autorise le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux.
4. Autorise Madame la Présidente ou Madame la vice-présidente déléguée à exercer les missions confiées par le Code des Marchés Publics à l'entité adjudicatrice, notamment attribuer, signer, les marchés et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction des Opérateurs Publics de l'Eau et de l'Assainissement

08 – NANTES – MODERNISATION DE L'USINE DE PRODUCTION D'EAU POTABLE DE LA ROCHE – FOURNITURE DE CHALEUR – SIGNATURE DE LA POLICE D'ABONNEMENT AVEC ERENA

EXPOSE

Dans le cadre de l'opération de modernisation de l'usine de production d'eau potable de la Roche, il est prévu le raccordement du site de la Roche au réseau urbain de chaleur Centre Loire géré en délégation de service public par la société ERENA.

Le principe de ce raccordement a été acté lors de la conception du projet et intégré dans le budget de l'opération, à la fois pour les nouveaux bâtiments à construire dans le cadre de la modernisation de l'usine, et à terme pour l'ensemble du site.

Les premiers essais de livraison de chaleur pourraient intervenir au cours de l'été 2015.

Conformément aux termes du contrat de délégation de service public et en application du règlement de service du réseau de chaleur, les conditions de la fourniture de chaleur figurent dans la police d'abonnement à conclure entre Nantes Métropole et le délégataire. Un marché (police d'abonnement et règlement de service), passé sans publicité ni mise en concurrence suivant l'article 35 II 8° du Code des marchés publics, en raison des droits exclusifs dévolus par le contrat de délégation de service public, définit les caractéristiques des installations permettant le calcul du coût de la fourniture de chaleur dans les conditions indiquées dans le marché dit de fourniture de chaleur.

Son attribution a été entérinée par la Commission d'Appel d'Offres du 28 août 2014 pour un montant estimé sur la durée du marché (18 ans) de 1 137 441 € HT soit 1 200 000 TTC.

Il vous est demandé d'autoriser la signature de ce marché.

Concernant les frais de fourniture de chaleur les crédits correspondants seront prévus annuellement, au budget annexe de l'Eau, section de fonctionnement dès la mise en service effective du raccordement.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Décide pour l'opération de modernisation de l'usine d'eau potable de la Roche d'autoriser la signature d'un marché avec la société ERENA relatif aux modalités techniques et financières de fourniture de chaleur aux conditions du contrat de délégation de service public en vigueur avec cette société, pour une durée de 18 ans, dont le montant est estimé à 1 137 441 € HT, soit 1 200 000 € TTC.
2. Autorise Madame la Présidente ou Madame la vice-présidente déléguée à exercer les missions confiées par le Code des Marchés Publics au pouvoir adjudicateur et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction du Cycle de l'Eau

09 - EAU – REMISE GRACIEUSE POUR FUITES - ADMISSION EN NON VALEUR

EXPOSE

1 - REMISE GRACIEUSE POUR FUITES

Nantes Métropole a approuvé, par délibération du 21 juin 2002, un dispositif de remise gracieuse en cas de fuite survenant sur les installations privatives des abonnés et ayant provoqué une hausse importante de leurs volumes d'eau consommés.

Ce dispositif s'applique aux abonnés non domestiques. Un autre mécanisme de dégrèvement tarifaire, issu de la loi « Warsmann » du 17 mai 2011 et intégré au règlement de service d'eau potable de Nantes Métropole par délibération du 14 octobre 2013, concerne les abonnés domestiques.

A partir des relevés qu'ils effectuent, les opérateurs public et privé détectent systématiquement les variations anormales des consommations de leurs abonnés et informent ces derniers pour qu'ils puissent trouver l'origine d'une fuite éventuelle, réparer ou faire réparer leurs installations privées d'eau potable, délimitées par le joint après compteur. La différence entre la moyenne des consommations antérieures et le volume exceptionnel relevé permet de fixer le volume de la surconsommation.

Conformément au règlement du service de distribution d'eau potable sur le territoire de Nantes Métropole, les dégrèvements ne sont accordés qu'en présence de fuites indécélables et de cas particulier soumis à l'appréciation de l'autorité organisatrice.

Sauf cas particulier, les remises gracieuses pour fuites exonèrent les abonnés non domestiques de la moitié de la consommation d'eau potable due à la fuite et de la totalité des taxes et redevances liées à l'assainissement et à l'Agence de l'eau.

En ce qui concerne le dispositif de remise gracieuse, le Conseil Communautaire en date du 16 avril 2014 a délégué au Bureau la possibilité d'accorder ces remises pour fuite d'eau potable pour celles présentant un montant supérieur à 5 000 € TTC par contrat d'abonnement.

2 - ADMISSION EN NON VALEUR DE SOMMES IRRECOUVRABLES ET CREANCES ETEINTES

Au cours des exercices 2003 à 2014, Nantes Métropole a émis des créances relatives aux factures de consommations d'eau à l'encontre de particuliers ou d'entreprises pour un montant total de 240 042,59 euros, répartis sur les budgets annexes de l'Eau et de l'Assainissement.

Lors du recouvrement de ces factures, il apparaît que des sommes n'ont pu être recouvrées.

Créances irrécouvrables admises en non valeur

Il s'agit notamment de créances temporairement irrécouvrables pour les motifs suivants :

- certaines sommes sont minimes,
- situation du débiteur (insolvabilité, parti sans laisser d'adresse, décès, absence d'héritiers).

Monsieur le Receveur des Finances de Nantes Métropole, après avoir exercé toutes les poursuites et constaté que les sommes sont irrécouvrables, demande à Nantes Métropole de statuer sur les créances, citées en annexe afin qu'elles soient admises en non-valeur.

Créances éteintes

Les créances éteintes sont des créances définitivement irrécouvrables et résultent d'une décision juridique qui s'oppose à toute action en recouvrement.

Il s'agit notamment de créances irrécouvrables pour les motifs suivants :

- dans le cas de faillite ou règlement judiciaire pour les entreprises,
- dans le cas d'absence de revenus ou de biens saisissables pour les particuliers.

Monsieur le Receveur des Finances de Nantes Métropole, demande à Nantes Métropole de constater ces créances éteintes, précisées en annexe, afin qu'elles puissent être traitées comptablement.

De 2003 à 2014, le total atteint la somme de 240 042,59 € qui se décompose ainsi :

- Part eau : 123 909,89 €
- Part pollution : 22 847,49 €
- Part modernisation des réseaux : 12 402,57 €
- Part assainissement : 80 882,64 €.

Les dépenses afférentes aux admissions en non valeur seront imputées à l'article 6541 et les créances éteintes à l'article 6542 des budgets annexes de fonctionnement de l'Eau et de l'Assainissement,

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Décide d'accorder une remise gracieuse aux abonnés figurant sur le tableau joint en annexe 1.
2. Décide d'imputer à l'article 6541 les créances irrécouvrables admises en non valeur présentées pour la période dans le tableau en annexe 2 pour un montant total de 173 782,94 euros.

3. Décide d'imputer à l'article 6542 les créances éteintes présentées pour la période dans le tableau en annexe 2 pour un montant total de 66 259,65 euros.
4. Autorise Mme la Présidente ou Mme la Vice-Présidente déléguée à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Pôle Sud-Ouest

10 – LE PELLERIN – BASSIN VERSANT CURE / 11 NOVEMBRE - REHABILITATION DES RESEAUX D'ASSAINISSEMENT EAUX USEES ET EAUX PLUVIALES – LANCEMENT D'UNE PROCEDURE ADAPTEE

EXPOSE

Des dysfonctionnements des réseaux d'assainissement eaux usées et eaux pluviales provoquant notamment la mise en charge et le débordement des canalisations, sont constatés, de façon récurrente, sur diverses voies situées sur le bassin versant Cure / 11 novembre, dans le bourg du Pellerin.

Le bureau communautaire du 29 mars 2013 a approuvé le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération de réhabilitation des réseaux d'assainissement eaux usées et eaux pluviales de ce bassin versant pour un montant de 1 752 000 € TTC.

Le maître d'œuvre de l'opération, la société ARTELIA, ayant remis son projet, il convient de lancer la consultation pour la réalisation des travaux.

Les travaux consisteront en:

- la construction de réseaux neufs (collecteur, branchements et ouvrages annexes) en remplacement de réseaux dont la capacité est insuffisante ou dont la vétusté ne permet pas d'envisager leur conservation,
- la réhabilitation de réseaux existants, comportant principalement des interventions par l'intérieur des ouvrages (gainage, injection de résine, fraisage) et des ouvertures ponctuelles.

La consultation comprend deux lots distincts.

Le montant des travaux est estimé à 1 358 104,75 € HT soit 1 629 725,70 € TTC pour l'ensemble des lots.

Conformément à l'article 146 du Code des Marchés Publics, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°016, libellée Eaux Pluviales n° 2013-2787 : Travaux de réhabilitation structurelle et sur l'AP n°043, libellée Eaux Usées, opération n° 2013-3118 : Réhabilitation, collecte et transfert.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Autorise le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation des travaux de réhabilitation des réseaux eaux usées et eaux pluviales sur diverses voies situées sur le bassin versant Cure / 11 novembre, dans le bourg du Pellerin.

2. Autorise Mme la Présidente ou Mme la Vice-présidente déléguée à exercer les missions confiées par le Code des Marchés Publics à l'entité adjudicatrice, notamment attribuer et signer les marchés et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Pôle Loire-Chézine

11 – COUËRON – SAINT-HERBLAIN – EXTENSION DU RESEAU D'EAUX USEES DU SECTEUR DE LA MONTAGNE ET DE LA ROUSSELIERE - MODIFICATION DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE - LANCEMENT D'UNE PROCEDURE ADAPTEE

EXPOSE

Par délibération du 22 février 2013, Le bureau a approuvé le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération d'extension du réseau d'eaux usées du secteur de La Montagne à Couëron et de la Rousselière à Saint Herblain pour un montant de 560 000 € HT. Ces travaux consistent en la réalisation de 1 310 ml de réseau gravitaire avec 50 branchements et la pose d'un poste de relèvement équipé d'une conduite de refoulement sur 600 ml.

L'opération étant située sous la voirie départementale hors agglomération (RD 26 et 101), le Département de la Loire-Atlantique a été consulté dans le cadre de l'avant projet. Du fait d'un trafic très important notamment sur la RD101, le Département a souhaité que les travaux soient entrepris en dehors des horaires de pointe donc uniquement entre 9H30 et 16H30, avec un remblaiement de la tranchée tous les soirs. Le Département a également prescrit la mise en place d'un alternat manuel et la réalisation de la tranchée sur une largeur de 1,3 mètre linéaire au lieu de 1,1 mètre.

Cette demande génère un allongement du délai des travaux, qui passe ainsi de 3 mois à 5 mois, ainsi qu'une augmentation du coût de l'opération de 250 000 € HT.

Ces évolutions nécessitent une modification préalable de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération, qui est portée à 810 000 € HT.

Le maître d'œuvre de l'opération, la société SCE, ayant remis son projet, il convient de lancer la consultation pour la réalisation des travaux.

La consultation comprend 2 lots distincts.

Le montant des travaux est estimé à 751 000 € HT pour l'ensemble des lots.

Conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°043 et libellé Eaux usées, opération 2013 - N° 3117, libellé extension du réseau d'eaux usées du secteur La Montagne à Couëron.

**LE BUREAU DELIBERE ET,
PAR 35 VOIX POUR ET 12 ABSTENTIONS,**

1. Décide de porter l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération extension du réseau d'eaux usées du secteur La Montagne à Couëron et de la Rousselière à Saint Herblain de 560 000 € HT à 810 000 € HT.

2. Autorise le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux,
3. Autorise Mme la Présidente ou Mme la vice-présidente déléguée à exercer les missions confiées par le Code des Marchés Publics au pouvoir adjudicateur, notamment attribuer, signer le marché et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération

Direction du Cycle de l'Eau

12 - UNITE DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DE TOUGAS - REMPLACEMENT DES CONDUITES DE RECIRCULATION DES BOUES - APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE - LANCEMENT D'UNE PROCEDURE ADAPTEE

EXPOSE

Les quatre conduites de recirculation des boues de la station d'épuration de Tougas nécessitent d'être réhabilitées compte tenu de leur vétusté et ancienneté.

Dans ces conditions, il convient de remédier aux dysfonctionnements du process de traitement des eaux usées. En effet, l'état des installations est susceptible de générer des non-conformités et des risques.

En conséquence, pour remédier à cette situation, il est proposé de procéder au remplacement des tronçons endommagés et des organes associés. Les travaux seront organisés de manière à limiter au maximum les impacts sur le niveau de traitement en phase travaux.

La maîtrise d'œuvre de cette opération est assurée par les services de Nantes Métropole qui ont élaboré le projet.

La nature homogène des prestations à réaliser justifie le recours à un marché global.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à 543 000 € HT soit 651 600€ TTC (valeur septembre 2014).

Le montant des travaux est estimé à 530 000 € HT soit 636 000 € TTC.

Conformément à l'article 146 du Code des Marchés Publics, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux.

Les crédits correspondants sont prévus sur le budget assainissement sur l'AP043 libellée Eaux Usées opération 2014 n° 441 libellée Travaux de Traitement.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Approuve le programme de l'opération de remplacement des conduites de recirculation des boues de la station d'épuration de Tougas sur la commune de Nantes.
2. Fixe l'enveloppe financière prévisionnelle de cette opération à 543 000 € HT soit 651 600€ TTC (valeur septembre 2014).
3. Autorise le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux

4. Autorise Madame la Présidente ou Mme la vice-présidente déléguée à exercer les missions confiées par le Code des Marchés Publics à l'entité adjudicatrice, notamment attribuer, signer, le marché et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction de la communication

13 – FABRICATION ET POSE DE SUPPORTS DE COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE TEMPORAIRE OU PERENNE SUR TOUS MATERIAUX POUR NANTES METROPOLE, LA VILLE DE NANTES, LE C.C.A.S DE NANTES ET L'ESBANM

EXPOSE

Nantes Métropole ainsi que la Ville de Nantes, le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.) et l'Ecole Nationale Supérieure des Beaux-arts de Nantes Métropole (ESBANM) doivent pouvoir être identifiés et communiquer des informations sur leurs projets ou réalisations aux habitants, aux usagers ou aux professionnels, notamment dans les espaces publics ou les lieux d'expositions.

Cette communication utilise des supports de tous types et de toute nature (panneaux en bois ou en alu, dibond, adhésifs, baches...). Ces supports de communication devront s'adapter aux conditions de présentations ou d'expositions qui seront précisées à chaque commande : durée (temporaire ou pérenne), extérieur, intérieur, moyens et contexte...

Par la présente consultation, la Communauté Urbaine de Nantes via un groupement de commandes avec la Ville de Nantes, le CCAS et l'ESBANM souhaite présélectionner trois opérateurs économiques en vue d'assurer ces prestations de fabrication et de pose des supports de communication. Nantes Métropole est le coordonnateur de ce groupement. Il est pertinent de recourir, dans les termes et conditions définis par les articles 1er et 76 et suivant du Code de Marchés Publics, à la procédure de l'accord cadre afin de permettre ainsi une remise en concurrence plus adaptée et efficiente.

Cet accord-cadre est conclu pour une durée d'un an à compter de sa date de notification, et est renouvelable trois fois 1 an. Les titulaires de l'accord-cadre seront remis en concurrence à chaque opération. L'accord-cadre est passé sans minimum et avec un maximum de 500 000 € HT par année.

Conformément aux articles 57 à 59 et 77 du Code des Marchés Publics, il vous est proposé de recourir à la procédure de l'appel d'offres ouvert, pour la réalisation de ces prestations.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'enveloppe des crédits des services.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Autorise le lancement d'un appel d'offres ouvert pour conclure un accord cadre concernant la fabrication et la pose de supports de communication institutionnelle temporaire ou pérenne sur tous matériaux pour Nantes Métropole, la Ville de Nantes, le CCAS de Nantes et l'ESBANM.
2. Autorise Mme la Présidente ou Mme la Vice-présidente déléguée à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération, notamment à signer l'accord cadre correspondant.

14 – ACQUISITION DE MOBILIERS DE BUREAUX POUR LE COMPTE DU GROUPEMENT DE COMMANDES, CONSTITUE ENTRE NANTES METROPOLE, LA VILLE DE NANTES, LE CCAS DE NANTES ET L'ESBANM - LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES OUVERT

EXPOSE

Le marché d'acquisition de mobiliers de bureaux, destiné à couvrir les besoins de la collectivité en postes de travail, rangements, équipement de salles de réunions ou de restaurations, arrivera à échéance le 5 juin 2015.

C'est pourquoi, il convient de lancer une nouvelle consultation qui intégrera les besoins des services de Nantes Métropole, dans le cadre d'un groupement de commandes, constitué de la Ville de Nantes, du CCAS de Nantes, de l'ESBANM et de Nantes Métropole, ce dernier étant désigné coordonnateur.

Les marchés conclus à l'issue de cette consultation, prendront la forme de marchés à bons de commandes, d'une durée initiale d'un an, renouvelables 3 fois par période d'1 an.

La consultation comprend 2 lots distincts dont les montants minimum et maximum, pour la durée totale du marché (période initiale et période de reconduction comprise), pour Nantes Métropole sont les suivants :

Lots	Montant minimum du marché	Montant maximum du marché
Lot 1 - Sièges	15 000 € HT	400.000 € HT
Lot 2 – Plans de travail, classements et autres mobiliers de bureau	40 000 € HT	1.000.000 € HT

Conformément aux articles 33 et 57 à 59 du Code des Marchés Publics, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'un appel d'offres ouvert pour l'acquisition de ces fournitures.

Les crédits correspondants seront prévus sur l'AP038 libellée logistique et moyens généraux opération 2015 n° 1111 libellée « MOBILIER ET EQUIPEMENT DE TRAVAIL ».

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Autorise le lancement d'un appel d'offres ouvert pour l'acquisition de mobiliers de bureau en groupement de commandes, constitué entre la Ville de Nantes, le CCAS de Nantes, l'ESBANM et Nantes Métropole.
2. Autorise Mme la Présidente ou Mme la Vice Présidente déléguée à exercer les missions confiées au pouvoir adjudicateur par le Code des Marchés Publics, notamment à signer les marchés et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

15 - NANTES – CONVENTION DE REMBOURSEMENT AVEC LA SAS LAMOTTE CONSTRUCTEUR RELATIVE A DES TRAVAUX D'AMENAGEMENTS DANS L'IMMEUBLE EUROPA BATIMENT B - APPROBATION

EXPOSE

Par décision numéro 2013-849 en date du 26 juin 2013, Nantes Métropole a décidé de conclure un bail professionnel avec la SAS LAMOTTE CONSTRUCTEUR pour la location de plateaux nus dans l'immeuble EUROPA Bâtiment B.

Aux termes de ce bail, le promoteur a décidé de se réserver l'exclusivité de la réalisation des travaux de cloisonnement pour des raisons techniques et de suivi de la maintenance du bâtiment.

Ces travaux concernent le cloisonnement des plateaux nus, y compris, l'installation des courants forts et faibles. Les services de Nantes Métropole ont élaboré un plan de cloisonnement, le promoteur a transmis les devis.

Le montant total de cette opération ressort à 99 822,48 € HT soit 119 786,97 € TTC. Ces travaux font l'objet d'une convention (ci-jointe) dont les modalités de paiement sont prévues comme suit :

- 50 % à la signature des présentes,
- le 1^{er} décembre 2014 : la facture sera établie selon le constat d'avancement des travaux présenté par le maître d'œuvre,
- le solde à la livraison.

Le paiement s'effectuera sous 30 jours après réception de la facture dans les services de Nantes Métropole.

Il est prévu une livraison des locaux au 15 décembre 2014 pour y installer l'association « La Maison de l'Emploi ».

Les crédits correspondants seront inscrits au budget 2014 Chapitre 23 - fonction 020 - Service CK Opération 3163- article 2318.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Approuve la convention de remboursement ci-jointe prise en application du bail conclu avec la SAS LAMOTTE CONSTRUCTEUR relative aux travaux de cloisonnement au rez-de-chaussée de l'immeuble EUROPA Bâtiment B, sis, rue de Chypre loué par Nantes Métropole à cette société. L'engagement financier de Nantes Métropole, au titre de cette convention, est de 99 822,48 € HT soit 119 786,97 € TTC.
2. Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-présidente déléguée, à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment signer la convention.

16 – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX TIERS

EXPOSE

Budget principal :

Désignation de l'organisme	Objet de la subvention demandée	N° AP-OP	Montant proposé
EMPLOI DONT ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE			
The serious road trip (Association)	Aide au fonctionnement général dans le cadre de l'appel à projet ESS	Fonctionnement	5 000 €
Atelier du Bricolage des Dervallières (Association)	Soutien au projet "Le Ressort" dans le cadre de l'appel à projet ESS	Fonctionnement	5 000 €
Les Ecossoilies (Association)	Soutien au déploiement de l'offre d'accompagnement incubateur <i>Confer avenant joint</i>	Fonctionnement	30 000 €
Mediagraph (Association)	Soutien exceptionnel en fonctionnement	Fonctionnement	9 200 €
URSCOP Pays de la Loire (Association)	Soutien à l'action de développement des SCOP	Fonctionnement	10 000 €
Partage 44 (Association)	Soutien à l'action "jeunes CIVIS" <i>Confer convention jointe</i>	Fonctionnement	3 500 €
Espaces Formation (Association) <i>Confer convention jointe</i>	Soutien à la plateforme Jeunes	Fonctionnement	21 000 €
	Soutien à la plateforme Adultes		43 000 €
GEIQ Industrie (Association)	Aide au démarrage <i>Confer convention jointe</i>	Fonctionnement	10 000 €
CAAP OUEST (Association)	Soutien exceptionnel <i>Confer avenant joint</i>	Fonctionnement	20 000 €
Réseau des chantiers d'insertion 44 (Association)	Aide au fonctionnement général <i>Confer convention jointe</i>	Fonctionnement	8 000 €
COORACE Pays de la Loire (Association)	Aide au fonctionnement général <i>Confer convention jointe</i>	Fonctionnement	8 000 €

UREI (Association)	Soutien exceptionnel <i>Confer avenant joint</i>	Fonctionnement	5 000 €
Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Loire Atlantique (Etablissement public)	Soutien à la plateforme de préparation à l'alternance <i>Confer convention jointe</i>	Fonctionnement	14 000 €
	Soutien à la semaine de l'excellence boulangerie		7 000 €
Face Loire Atlantique (Association)	Soutien à l'action "Seniors Academy" et "Job H'Academy" <i>Confer convention jointe</i>	Fonctionnement	15 000 €
Entreprises dans la Cité (Association)	Soutien aux actions "Place O Gestes", "Métiers à l'Affiche", "Action expérimentale Jeunes diplômés" <i>Confer convention jointe</i>	Fonctionnement	20 000 €
Réseau Entreprendre Pays de la Loire (Association)	Soutien aux Entrepreneuriales 2014/2015 <i>Confer convention jointe</i>	Fonctionnement	8 000 €
Fédération des Amicales Laïques de Loire Atlantique - FAL 44 (Association)	Soutien à la fonction employeur <i>Confer convention jointe</i>	Fonctionnement	10 000 €
Le Temple des arts martiaux (Association)	2 emplois d'avenir	Fonctionnement	4 926 €
Fédération des Amicales Laïques de Loire Atlantique - FAL 44 (Association)	Emploi d'avenir	Fonctionnement	2 463 €
Nantes Breil Basket (Association)	Emploi d'avenir	Fonctionnement	2 463 €
Jolis Mômes (Association)	Emploi d'avenir	Fonctionnement	2 463 €
La Similienne de Nantes (Association)	Emploi d'avenir	Fonctionnement	2 463 €
Amicale laïque des garennes (Association)	Emploi d'avenir	Fonctionnement	1 760 €
Association culturelle et sportive des Dervallières-ASCD (Association)	Emploi d'avenir	Fonctionnement	1 830 €

Nantes Métropole Athlétisme (Association)	Emploi d'avenir	Fonctionnement	2 463 €
Terre agir (Association)	Emploi d'avenir	Fonctionnement	2 463 €
Danse et vis (Association)	Emploi d'avenir	Fonctionnement	2 463 €
Les Francas de Loire Atlantique (Association)	2 emplois d'avenir	Fonctionnement	3 378 €
Crèche Enfanfare (Association)	2 emplois d'avenir	Fonctionnement	4 926 €
Les Badauds associés (Association)	Emploi d'avenir	Fonctionnement	2 463 €
Collectif t'cap (Association)	Emploi d'avenir	Fonctionnement	2 463 €
Ilot familles (Association)	Emploi solidaire	Fonctionnement	1 407 €
Les Boîtes vertes (Association)	Emploi solidaire	Fonctionnement	1 407 €
ADAVI (Association)	Emploi solidaire	Fonctionnement	1 407 €
Interlude (Association)	Emploi solidaire	Fonctionnement	1 407 €
Grandir d'un monde à l'autre (Association)	Prolongation emploi tremplin	Fonctionnement	2 463 €
ATTRACTIVITE INTERNATIONALE			
Audencia groupe (Association)	Soutien au séjour culturel à Bruxelles pour des lycéens des quartiers nantais dans le cadre du dispositif BRIO	Fonctionnement	2 000 €
Les Jeunes Européens – France (Association)	Soutien au séminaire "l'Europe du sport et de la culture populaire"	Fonctionnement	2 000 €
Itinéraire international (Association)	Soutien à "my First Mobility" <i>Confer convention jointe</i>	Fonctionnement	1 200 €
TOURISME ET GRANDS EQUIPEMENTS			
Association Culturelle de l'Eté (Association)	Soutien au programme d'animations autour du Belem <i>Confer convention jointe</i>	Fonctionnement	40 000 €

DEPLACEMENTS			
Prévention routière (Association)	Aide au fonctionnement général de l'antenne Loire Atlantique	Fonctionnement	1 500 €
ENVIRONNEMENT			
Nantes en transition (Association)	Soutien à "Alternatiba Nantes, le village des alternatives à la crise écologique, sociale et économique" qui se déroulera quartier Bouffay à Nantes le 28 septembre 2014	Fonctionnement	10 000 €
Terres de liens (Association)	Aide au fonctionnement général	Fonctionnement	2 000 €
Basse-Goulaine (Collectivité locale)	Soutien à l'implication des communes pour l'entretien des cours d'eau au travers de structures compétentes sur leur bassin versant (adhésions à des structures de gestions hydrauliques et milieux aquatiques), participant ainsi à la préservation de la qualité des milieux aquatiques sur le territoire de Nantes Métropole.	Fonctionnement	20 101 €
Bouaye (Collectivité locale)			15 592 €
Bouguenais (Collectivité locale)			2 209 €
Brains (Collectivité locale)			7 588 €
Rezé (Collectivité locale)			29 649 €
Saint Aignan de Grandlieu (Collectivité locale)			21 634 €
Saint Léger les Vignes (Collectivité locale)			3 981 €
Le Pellerin (Collectivité locale)			7 913 €
Les Sorinières (Collectivité locale)			8 543 €
Vertou (Collectivité locale)			19 925 €
MISSION POLITIQUE DE LA VILLE			
La Ressourcerie de l'île	Soutien à la consolidation et au développement de l'action Util'o'bus, ressource itinérante	Fonctionnement	5 000 €

SOLIDARITES ET COOPERATIONS INTERNATIONALES			
Département des Côtes d'Armor (Collectivité locale)	Soutien au programme de structuration de l'AMAGA (Haïti) <i>Confer convention jointe</i>	Fonctionnement	10 000 €
Bolivia Inti (Association)	Soutien au programme d'actions Confer convention 2013-2015	Fonctionnement	25 000 €
CCRE (Association)	Soutien au programme européen Platforma	Fonctionnement	9 500 €

Budget annexe Eau :

Désignation de l'organisme	Objet de la subvention demandée	N° OP	Montant proposé
COOPERATION DECENTRALISEE			
Coopération Atlantique-Guinée 44 (Association)	Soutien au programme Edukindia <i>Confer convention jointe</i>	Fonctionnement	30 000 €

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Approuve les attributions de subventions selon les listes définies dans l'exposé.
2. Approuve les conventions et avenants correspondants ci-joints.
 - Les Ecosolies : 1 avenant
 - Partage 44 : 1 convention
 - Espaces Formation : 1 convention
 - GEIQ Industrie : 1 convention
 - CAAP OUEST : 1 avenant
 - Réseau des chantiers d'insertion de Loire Atlantique : 1 convention
 - COORACE Pays de la Loire : 1 convention
 - UREI : 1 avenant
 - Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Loire Atlantique : 1 convention
 - Face Loire Atlantique : 1 convention
 - Entreprises dans la Cité : 1 convention
 - Réseau Entreprendre Pays de la Loire : 1 convention
 - FAL 44 : 1 convention
 - Itinéraire International : 1 convention
 - Association Culturelle de l'Eté : 1 convention
 - Département des Côtes d'Armor : 1 convention
 - Coopération Atlantique Guinée 44 : 1 convention
3. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et à la signature des conventions et avenants.

17 – ASSOCIATION MAISON DE L'EMPLOI DE LA METROPOLE NANTAISE – OPERATION D'ACQUISITION D'UN BATIMENT – RUE ROMAIN ROLLAND A NANTES – EMPRUNT AUPRES DE LA CAISSE D'EPARGNE – MODIFICATION DE LA GARANTIE DE NANTES METROPOLE

EXPOSE

Nantes Métropole soutient le processus de mutualisation des deux outils que sont la Maison de l'Emploi et la Mission Locale, lesquels poursuivent, avec des missions distinctes, des objectifs stratégiques convergents. Ce processus porte sur la mutualisation des fonctions support et de la direction ainsi que sur la mise en cohérence des missions des responsables de sites partagés et des pratiques d'accueils des publics.

Un regroupement des sièges sur un site commun apparaissait donc comme la manière de répondre avec efficacité aux objectifs de la mutualisation, en apportant de la cohérence dans le fonctionnement et la gouvernance quotidienne des deux structures.

Pour des raisons d'optimisation des coûts, il a été décidé que la Maison de l'Emploi se porte acquéreur des locaux situés 31 rue Romain Rolland dans le quartier de Bellevue, dont elle loue une partie de la surface à la Mission Locale.

Pour ce faire, l'association a contracté auprès de la Caisse d'Epargne un emprunt sur 16 ans-

Cette opération a fait l'objet d'une garantie d'emprunt approuvée au Bureau communautaire du 5 juillet 2010. Toutefois, l'organisme bancaire ayant revu le taux d'emprunt, passé de 3,4% à 2,99%, il convient de conclure des avenants au contrat de prêt et à la convention de garantie d'emprunt pour prendre acte de la modification des conditions de l'emprunt garanti. Les autres conditions et stipulations de la garantie d'origine, conservent, quant à elles, leur plein effet.

**LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,
M. PASCAL BOLO, M. JEAN-GUY ALIX ET M. ALAIN ROBERT
NE PARTICIPANT PAS AU VOTE**

1. Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-Présidente déléguée à intervenir à l'avenant au contrat de prêt destiné à financer l'opération d'acquisition du bâtiment rue Romain Rolland sur la commune de Nantes. Cet avenant sera passé entre la Caisse d'Epargne d'une part et l'association Maison de l'Emploi de la Métropole Nantaise d'autre part et est destiné à tenir compte des nouvelles caractéristiques financières présentées en annexe jointe à la présente délibération.
2. Approuve l'avenant à la convention de garantie d'emprunt à conclure avec l'association Maison de l'Emploi de la Métropole Nantaise consultable à la direction contrôle de gestion.
3. Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-Présidente déléguée à accomplir toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer l'avenant à la convention.

18 – OFFICE PUBLIC D’HLM NANTES HABITAT – OPERATIONS DE CONSTRUCTION ET D’ACQUISITION EN VEFA DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX – EMPRUNTS AUPRES DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS – GARANTIES DE NANTES METROPOLE

EXPOSE

L’Office Public d’HLM Nantes Habitat sollicite l’intervention de Nantes Métropole pour la garantie d’emprunts relatifs au financement des opérations suivantes :

- Acquisition en VEFA de 30 logements locatifs sociaux – L’Oiseau des Iles à Nantes
- Construction de 34 logements locatifs sociaux – Bottière Chénaie Ilot 12B à Nantes

Le détail des opérations et les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentés en annexe.

Pour chaque opération, du fait de la garantie des emprunts, Nantes Métropole dispose d’un droit de réservation à hauteur de 20% qu’elle propose de déléguer à la commune d’implantation de l’immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d’informer la commune dès la livraison de l’immeuble.

Conformément à l’article R 431-59 du Code de la Construction et de l’Habitation, pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et l’office fixe les conditions dans lesquelles s’exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre de sa garantie, ont le caractère d’avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

**LE BUREAU DELIBERE ET, A L’UNANIMITE,
M. ALAIN ROBERT NE PARTICIPE PAS AU VOTE,**

1. Décide d’accorder sa garantie à hauteur de 100% à l’Office Public d’HLM Nantes Habitat pour les prêts dont les caractéristiques financières sont présentées en annexe jointe à la présente délibération, et destinés à financer :
 - Une opération d’acquisition en VEFA de 30 logements locatifs sociaux, dénommée « L’Oiseau des Iles » sur la commune de Nantes,
 - Une opération de construction de 34 logements locatifs sociaux, dénommée « Bottière Chénaie Ilot 12B » sur la commune de Nantes,
2. Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-Présidente déléguée à intervenir aux contrats de prêt qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations d’une part et l’Office Public d’HLM Nantes Habitat d’autre part.
3. Approuve la convention à conclure avec l’Office Public d’HLM Nantes Habitat consultable à la direction contrôle de gestion.
4. Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-Présidente déléguée à accomplir toute formalité nécessaire à l’exécution de la présente délibération et notamment à signer la convention.

Direction contrôle de gestion

19 – OFFICE PUBLIC D’HLM NANTES HABITAT – OPERATION D’ACQUISITION EN VEFA DE 15 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX – ESTRELLA A NANTES – EMPRUNT AUPRES DU CREDIT AGRICOLE ATLANTIQUE VENDEE – GARANTIE DE NANTES METROPOLE

EXPOSE

L’Office Public d’HLM Nantes Habitat sollicite l’intervention de Nantes Métropole pour la garantie d’un emprunt relatif au financement de l’opération suivante :

- Acquisition en VEFA de 15 logements locatifs sociaux – Estrella à Nantes

Le détail de l’opération et les caractéristiques financières de l’emprunt garanti vous sont présentés en annexe.

Du fait de la garantie de l’emprunt, Nantes Métropole dispose d’un droit de réservation à hauteur de 20% qu’elle propose de déléguer à la commune d’implantation de l’immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d’informer la commune dès la livraison de l’immeuble.

Conformément à l’article R 431-59 du Code de la Construction et de l’Habitation, pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et l’office fixe les conditions dans lesquelles s’exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre de sa garantie, ont le caractère d’avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

**LE BUREAU DELIBERE ET, A L’UNANIMITE,
M. ALAIN ROBERT NE PARTICIPE PAS AU VOTE,**

1. Décide d’accorder sa garantie à hauteur de 100% à l’Office Public d’HLM Nantes Habitat pour le prêt dont les caractéristiques financières sont présentées en annexe jointe à la présente délibération, et destiné à financer :
 - Une opération d’acquisition en VEFA de 15 logements locatifs sociaux, dénommée « Estrella » sur la commune de Nantes.
2. Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-Présidente déléguée à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre le Crédit Agricole Atlantique Vendée d’une part et l’Office Public d’HLM Nantes Habitat d’autre part.
3. Approuve la convention à conclure avec l’Office Public d’HLM Nantes Habitat consultable à la direction contrôle de gestion.
4. Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-Présidente déléguée à accomplir toute formalité nécessaire à l’exécution de la présente délibération et notamment à signer la convention.

Direction contrôle de gestion

20 – OFFICE PUBLIC D’HLM HABITAT 44 – OPERATIONS DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX – EMPRUNTS AUPRES DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS – GARANTIES DE NANTES METROPOLE

EXPOSE

L’Office Public d’HLM Habitat 44 sollicite l’intervention de Nantes Métropole pour la garantie d’emprunts relatifs au financement des opérations suivantes :

- Construction de 9 logements locatifs sociaux – Les Villas du Parc à Saint-Herblain
- Construction de 34 logements locatifs sociaux – Loggia Parc à Saint-Herblain

Le détail des opérations et les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentés en annexe.

Pour chaque opération, du fait de la garantie des emprunts, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation, pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et l'office fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre de sa garantie, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à l'Office Public Habitat 44 pour les prêts dont les caractéristiques financières sont présentées en annexe jointe à la présente délibération, et destinés à financer :
 - Une opération de construction de 9 logements locatifs sociaux, dénommée « Les Villas du Parc » sur la commune de Saint-Herblain,
 - Une opération de construction de 34 logements locatifs sociaux, dénommée « Loggia Parc » sur la commune de Saint-Herblain.
2. Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-Présidente déléguée à intervenir aux contrats de prêt qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations d'une part et l'Office Public d'HLM Habitat 44 d'autre part.
3. Approuve les conventions à conclure avec l'Office Public d'HLM Habitat 44 consultables à la direction contrôle de gestion.
4. Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-Présidente déléguée à accomplir toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer les conventions.

Direction contrôle de gestion

21 – SA D'HLM IMMOBILIERE 3F – OPERATION D'ACQUISITION EN VEFA DE 37 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX – RESIDENCE MARIE-THERESE A NANTES - EMPRUNTS AUPRES D'ORGANISMES FINANCIERS – GARANTIE DE NANTES METROPOLE

EXPOSE

La SA d'HLM Immobilière 3F sollicite l'intervention de Nantes Métropole pour la garantie d'emprunts relatifs au financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 37 logements locatifs sociaux – Résidence Marie-Thérèse à Nantes.

Le détail de l'opération et les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentés en annexe.

Du fait de la garantie des emprunts, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation, pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre de sa garantie, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la SA d'HLM Immobilière 3F pour les prêts dont les caractéristiques financières sont présentées en annexe jointe à la présente délibération, et destinés à financer l'opération suivante :
 - Une opération d'acquisition en VEFA de 37 logements locatifs sociaux, dénommée « Résidence Marie-Thérèse » sur la commune de Nantes.
2. Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-Présidente déléguée à intervenir aux contrats de prêt qui seront passés entre les organismes financiers d'une part et la SA d'HLM Immobilière 3F d'autre part.
3. Approuve les conventions à conclure avec la SA d'HLM Immobilière 3F consultables à la direction contrôle de gestion.
4. Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-Présidente déléguée à accomplir toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer les conventions.

Direction contrôle de gestion

22 – SA D'HLM ESPACIL HABITAT – OPERATION D'ACQUISITION EN VEFA DE 145 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX POUR ETUDIANTS ET JEUNES ACTIFS – RESIDENCE 10 BOULEVARD MENDES FRANCE A ORVAULT - EMPRUNTS AUPRES DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS – GARANTIE DE NANTES METROPOLE

EXPOSE

La SA d'HLM Espacil Habitat sollicite l'intervention de Nantes Métropole pour la garantie d'emprunts relatifs au financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 145 logements locatifs sociaux pour étudiants et jeunes actifs – Résidence 10 boulevard Mendès France à Orvault.

Le détail de l'opération et les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentés en annexe.

Du fait de la garantie des emprunts, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation, pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre de sa garantie, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la SA d'HLM Espacil Habitat pour les prêts dont les caractéristiques financières sont présentées en annexe jointe à la présente délibération, et destinés à financer l'opération suivante :
 - Une opération d'acquisition en VEFA de 145 logements locatifs sociaux pour étudiants et jeunes actifs, dénommée « Résidence 10 boulevard Mendès France » sur la commune d'Orvault.
2. Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-Présidente déléguée à intervenir aux contrats de prêt qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations d'une part et la SA d'HLM Espacil Habitat d'autre part.

3. Approuve la convention à conclure avec la SA d'HLM Espacil Habitat consultable à la direction contrôle de gestion.
4. Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-Présidente déléguée à accomplir toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer la convention.

Direction contrôle de gestion

23 – SA D'HLM AIGUILLON CONSTRUCTION – OPERATIONS D'ACQUISITION EN VEFA DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX - EMPRUNTS AUPRES DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS – GARANTIES DE NANTES METROPOLE

EXPOSE

La Société Anonyme d'HLM Aiguillon Construction sollicite l'intervention de Nantes Métropole pour la garantie d'emprunts relatifs au financement des opérations suivantes :

- Acquisition en VEFA de 36 logements locatifs sociaux – Rue du Vert Praud à Rezé
- Acquisition en VEFA de 13 logements locatifs sociaux – Vallon de la Chézine à Nantes
- Acquisition en VEFA de 15 logements locatifs sociaux – Ecrin de Verduze à Carquefou

Le détail des opérations et les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentés en annexe.

Pour chaque opération, du fait de la garantie des emprunts, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation, pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre de sa garantie, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM Aiguillon Construction pour les prêts dont les caractéristiques financières sont présentées en annexe jointe à la présente délibération, et destinés à financer les opérations suivantes :
 - Une opération d'acquisition en VEFA de 36 logements locatifs sociaux, dénommée « Rue du Vert Praud » sur la commune de Rezé,
 - Une opération d'acquisition en VEFA de 13 logements locatifs sociaux, dénommée « Vallon de la Chézine » sur la commune de Nantes,
 - Une opération d'acquisition en VEFA de 15 logements locatifs sociaux, dénommée « Ecrin de Verduze » sur la commune de Carquefou.
2. Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-Présidente déléguée à intervenir aux contrats de prêt qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations d'une part et la Société Anonyme d'HLM Aiguillon Construction d'autre part.
3. Approuve les conventions à conclure avec la Société Anonyme d'HLM Aiguillon Construction consultables à la direction contrôle de gestion.
4. Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-Présidente déléguée à accomplir toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer les conventions.

24 – SA HLM LA NANTAISE D’HABITATIONS – OPERATIONS D’ACQUISITION EN VEFA, DE REHABILITATION ET DE GROSSES REPARATIONS IMMOBILISEES DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX – EMPRUNTS AUPRES DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS – GARANTIES DE NANTES METROPOLE

EXPOSE

La Société Anonyme d’HLM La Nantaise d’Habitations sollicite l’intervention de Nantes Métropole pour la garantie d’emprunts relatifs au financement des opérations suivantes :

- Acquisition en VEFA de 21 logements locatifs sociaux – Les Jardins du Manoir 2 à Saint-Jean de Boiseau
- Acquisition en VEFA de 4 logements locatifs sociaux – Pradeland 2 à Saint-Sébastien sur Loire
- Réhabilitation de 3 logements locatifs sociaux – La Blançonnerie à Thouaré-sur-Loire
- Travaux de grosses réparations immobilisées de logements locatifs sociaux - Loire-Atlantique (Bouguenais, Nantes, Sautron, Rezé, Orvault, Couëron, Sainte-Luce sur Loire)

Le détail des opérations et les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentés en annexe.

Pour chaque opération, du fait de la garantie des emprunts, Nantes Métropole dispose d’un droit de réservation à hauteur de 20% qu’elle propose de déléguer à la commune d’implantation de l’immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d’informer la commune dès la livraison de l’immeuble.

Conformément à l’article R 431-59 du Code de la Construction et de l’Habitation, pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s’exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre de sa garantie, ont le caractère d’avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L’UNANIMITE,

1. Décide d’accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d’HLM La Nantaise d’Habitations pour les prêts dont les caractéristiques financières sont présentées en annexe jointe à la présente délibération, et destinés à financer :
 - Une opération d’acquisition en VEFA de 21 logements locatifs sociaux, dénommée « Les Jardins du Manoir 2 » sur la commune de Saint-Jean de Boiseau,
 - Une opération d’acquisition en VEFA de 4 logements locatifs sociaux, dénommée « Pradeland 2 » sur la commune de Saint-Sébastien sur Loire,
 - Une opération de réhabilitation de 3 logements locatifs sociaux, dénommée « La Blançonnerie » sur la commune de Thouaré-sur-Loire,
 - Une opération de travaux de grosses réparations immobilisées de logements locatifs sociaux sur des communes de Loire-Atlantique.
2. Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-Présidente déléguée à intervenir aux contrats de prêt qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations d’une part et la SA d’HLM La Nantaise d’Habitations d’autre part.
3. Approuve les conventions à conclure avec la SA d’HLM La Nantaise d’Habitations consultables à la direction contrôle de gestion.
4. Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-Présidente déléguée à accomplir toute formalité nécessaire à l’exécution de la présente délibération et notamment à signer les conventions.

Direction contrôle de gestion

25 – SA D’HLM HARMONIE HABITAT – OPERATION D’ACQUISITION EN VEFA DE 236 LOGEMENTS SOCIAUX POUR ETUDIANTS – ONIRIS A NANTES – EMPRUNTS AUPRES DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS - GARANTIE DE NANTES METROPOLE

EXPOSE

La Société Anonyme d’HLM Harmonie Habitat sollicite l’intervention de Nantes Métropole pour la garantie d’emprunts relatifs au financement de l’opération d’acquisition en VEFA de 236 logements sociaux pour étudiants – Oniris à Nantes.

Le détail de l’opération et les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentés en annexe.

Du fait de la garantie des emprunts, Nantes Métropole dispose d’un droit de réservation à hauteur de 20% qu’elle propose de déléguer à la commune d’implantation de l’immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d’informer la commune dès la livraison de l’immeuble.

Conformément à l’article R 431-59 du Code de la Construction et de l’Habitation, pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s’exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre de sa garantie, ont le caractère d’avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L’UNANIMITE,

1. Décide d’accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme Harmonie Habitat pour les prêts dont les caractéristiques financières sont présentées en annexe jointe à la présente délibération, et destinés à financer l’opération suivante :
 - Une opération d’acquisition en VEFA de 236 logements sociaux pour étudiants, dénommée « Oniris » sur la commune de Nantes.
2. Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-Présidente déléguée à intervenir aux contrats de prêt qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations d’une part et la Société Anonyme Harmonie Habitat d’autre part.
3. Approuve la convention à conclure avec la Société Anonyme Harmonie Habitat consultable à la direction contrôle de gestion.
4. Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-Présidente déléguée à accomplir toute formalité nécessaire à l’exécution de la présente délibération et notamment à signer la convention.

Direction contrôle de gestion

26 – SA D’HLM GAMBETTA LOCATIF – OPERATION D’ACQUISITION EN VEFA DE 6 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX – VILLA 62 A NANTES - EMPRUNTS AUPRES DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS – GARANTIE DE NANTES METROPOLE

EXPOSE

La Société Anonyme d’HLM Gambetta Locatif sollicite l’intervention de Nantes Métropole pour la garantie d’emprunts relatifs au financement de l’opération d’acquisition en VEFA de 6 logements locatifs sociaux - Villa 62 à Nantes.

Le détail de l'opération et les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentés en annexe.

Du fait de la garantie des emprunts, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation, pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre de sa garantie, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM Gambetta Locatif pour les prêts dont les caractéristiques financières sont présentées en annexe jointe à la présente délibération, et destinés à financer l'opération suivante :
 - Une opération d'acquisition en VEFA de 6 logements locatifs sociaux, dénommée « Villa 62 » sur la commune de Nantes.
2. Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-Présidente déléguée à intervenir aux contrats de prêt qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations d'une part et la Société Anonyme d'HLM Gambetta Locatif d'autre part.
3. Approuve la convention à conclure avec la Société Anonyme d'HLM Gambetta Locatif consultable à la direction contrôle de gestion.
4. Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-Présidente déléguée à accomplir toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer la convention.

Direction contrôle de gestion

27 – SOCIETE ANONYME COOPERATIVE DE PRODUCTION D'HLM L'ABRI FAMILIAL – OPERATION D'ACQUISITION EN USUFRUIT DE 10 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX – EUROPA A NANTES – EMPRUNT AUPRES DU CREDIT AGRICOLE ATLANTIQUE VENDEE - GARANTIE DE NANTES METROPOLE

EXPOSE

La Société Anonyme de Coopérative de production d'HLM L'Abri Familial sollicite l'intervention de Nantes Métropole pour la garantie d'un emprunt relatif au financement de l'opération d'acquisition en usufruit de 10 logements locatifs sociaux – Europa à Nantes.

Le détail de l'opération et les caractéristiques financières de l'emprunt garanti vous sont présentés en annexe.

Du fait de la garantie de l'emprunt, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation, pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre de sa garantie, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme Coopérative de Production d'HLM L'Abri Familial pour le prêt dont les caractéristiques financières sont présentées en annexe jointe à la présente délibération, et destiné à financer l'opération suivante :
 - Une opération d'acquisition en usufruit de 10 logements locatifs sociaux, dénommée « Europa » sur la commune de Nantes.
2. Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-Présidente déléguée à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre le Crédit Agricole Atlantique Vendée d'une part et la Société Anonyme Coopérative de Production d'HLM L'Abri Familial d'autre part.
3. Approuve la convention à conclure avec la Société Anonyme Coopérative d'HLM L'Abri Familial consultable à la direction contrôle de gestion.
4. Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-Présidente déléguée à accomplir toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer la convention.

Direction contrôle de gestion

28 – SA D'HLM VILOGIA – OPERATION D'ACQUISITION EN VEFA DE 29 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX – 127-129 BOULEVARD DES BELGES A NANTES - EMPRUNTS AUPRES DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS – MODIFICATION DE LA GARANTIE DE NANTES METROPOLE

EXPOSE

Par délibération n°2013-230 en date du 29 novembre 2013, le Bureau communautaire a décidé d'accorder sa garantie à la SA d'HLM Vilogia, pour l'opération d'acquisition en VEFA de 29 logements locatifs sociaux, située 127-129 Boulevard des belges à Nantes.

Toutefois, le plan de financement de l'opération a évolué, les caractéristiques du prêt PLS ont changé et la SA d'HLM Vilogia sollicite un autre prêt, il est donc nécessaire de délibérer à nouveau et d'abroger la délibération initiale.

La Société Anonyme d'HLM Vilogia sollicite ainsi l'intervention de Nantes Métropole pour la garantie d'emprunts relatifs au financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 29 logements locatifs sociaux – 127-129 boulevard des Belges à Nantes.

Le détail de l'opération et les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentés en annexe.

Du fait de la garantie des emprunts, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation, pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre de sa garantie, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Abroge la délibération n°2013-230 du 29 novembre 2013 pour le prêt PLS d'un montant de 2 039 644 € contracté auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations concernant l'opération d'acquisition en VEFA de 29 logements locatifs sociaux, dénommée « 127-129 boulevard des Belges » sur la commune de Nantes.
2. Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM Vilogia pour les prêts dont les caractéristiques financières sont présentées en annexe jointe à la présente délibération et destinés à financer l'opération suivante :
 - Une opération d'acquisition en VEFA de 29 logements locatifs sociaux, dénommée « 127-129 boulevard des Belges » sur la commune de Nantes
3. Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-Présidente déléguée à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations d'une part et la Société Anonyme d'HLM Vilogia d'autre part.
4. Approuve la convention à conclure avec la Société Anonyme d'HLM Vilogia consultable à la direction contrôle de gestion.
5. Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-Présidente déléguée à accomplir toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer la convention.

Michèle GRESSUS

Les délibérations, annexes et dossiers s'y rapportant sont consultables dans les Services de Nantes Métropole (02.40.99.48.48)

Nantes le : 03 octobre 2014

Affiché le : 03 octobre 2014